

Un forum de haut niveau lance un appel à une amélioration du ciblage de l'aide au développement consacrée à l'assainissement et à l'eau, à la coordination de l'action des bailleurs de fonds et à l'adoption de solutions pratiques

Engagements financiers et action coordonnée sont indispensables pour obtenir des résultats positifs dans le secteur eau et assainissement

Washington D.C. / États-Unis, 28 avril 2010 – Les Ministres des finances et les ministres responsables des questions hydrauliques de 18 pays ont participé vendredi en compagnie des représentants de 13 organismes bailleurs de fonds, de sept agences des Nations Unies et d'organisations de la société civile à la première Réunion de haut niveau annuelle Assainissement et eau pour tous. La réunion, qui s'est tenue au siège de la Banque mondiale, était organisée par l'UNICEF au nom du nouveau partenariat Assainissement et eau pour tous et avait pour but de stimuler le dialogue entre les acteurs du secteur, d'encourager l'amélioration du ciblage de l'aide au développement qui y est consacrée, la coordination de l'action des bailleurs de fonds et les activités sur le terrain afin d'assurer aux milliards de personnes qui en sont privées l'accès à des services d'assainissement et d'eau potable.

La réunion était co-présidée par S.A.R. le prince Willem-Alexander des Pays-Bas, Président du comité consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations Unies, et M. Saad Houry, Directeur général adjoint de l'UNICEF. Les participants ont fait un bilan des progrès réalisés, se sont communiqués leurs expériences de meilleurs pratiques, ont exploré les liens entre les questions d'eau, d'assainissement, de croissance économique et de santé et ont pris l'engagement de consacrer les crédits nécessaires à ces services de base.

Mme Buyelwa Patience Sonjica, Ministre des ressources hydrauliques et de l'environnement d'Afrique du Sud et Présidente du Conseil des Ministres africains de l'eau (AMCOW), s'exprimant au nom des 15 ministres responsables des questions d'eau et d'assainissement présents, a plus spécialement pressé les bailleurs de fonds d'augmenter le pourcentage des crédits d'aide au développement destinés au secteur qui sont consacrés aux services de base pour qu'ils passent de 16 % à 27 %, et pour que le pourcentage de cette contribution destiné aux pays à bas revenus progresse de 42 % à 50 %.

Elle a noté que six Africains mouraient toutes les heures de maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau et qu'on estimait que 672 millions n'avaient pas accès à une source d'eau potable et sans danger. Pour mettre fin à ce qu'elle a décrit comme une situation inacceptable aux conséquences sanitaires, sociales et économiques exorbitantes, les participants devaient selon ses propres mots « arrêter de discuter et commencer à agir. Nous avons la capacité et la détermination pour renverser cette situation. C'est une question de vie ou de mort. »

Citant une déclaration récente de la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton pour qui « l'eau définit notre planète », sa Secrétaire d'État adjointe à la démocratie et aux affaires mondiales, Maria Otero, a expliqué que pour les États-Unis l'eau était un impératif mondial et un des défis de politique étrangère les plus pressants du XXI^e siècle, que les États-Unis intensifiaient leurs efforts pour renforcer les capacités, l'action diplomatique, la volonté politique et la mobilisation en faveur

du secteur, pour mettre la technologie au service de l'eau et de l'assainissement et pour proposer un mécanisme d'assistance technique conjoint des bailleurs de fonds.

« Aucun pays ne peut relever ces défis à lui seul. Chacun d'entre eux doit prendre la responsabilité de solutions locales et régionales, investir dans les ressources humaines, les infrastructures et les technologies de pointe. Une planification efficace des activités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et une planification et une coordination stratégiques de l'action des bailleurs de fonds sont également nécessaires, » a-t-elle expliqué. Elle a lancé un défi aux bailleurs de fonds pour qu'ils alignent mieux leur aide sur les priorités nationales et pour qu'ils collaborent avec leurs partenaires, et encouragé tous les participants à la réunion à repartir armés d'une résolution plus ferme afin de traduire les discours en action concrète sur le terrain.

Le Docteur Maria Neira, Directrice du Département Santé publique et environnement à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a présenté les analyses et les conclusions du rapport GLAAS, l'évaluation annuelle de la situation de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde réalisée par ONU-Eau, afin de mettre en perspective et d'informer les débats. « Quarante pour cent de la population mondiale est privée d'accès à un assainissement élémentaire et 13 % de source sécurisée d'eau potable. Cette situation ne peut pas continuer. Nous devons améliorer et cibler les investissements, tirer le meilleur parti possible de ressources limitées et encourager des partenariats plus robustes et une meilleure coordination de l'action des bailleurs de fonds. Il est temps pour toutes les parties impliquées de prendre des engagements fermes, a-t-elle affirmé, la justification économique de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau potable n'est plus en doute ; c'est la clé du développement, du progrès et de la dignité humaine. L'eau conditionne notre santé, et pour l'OMS il n'y a pas de santé sans assainissement et sans eau potable. »

« Il y a clairement une évolution du dialogue dans le secteur qui indique qu'eau et assainissement représentent le chaînon manquant pour la réalisation de nombreux Objectifs du Millénaire pour le développement. Pour préparer la présente réunion, les Ministères des finances de 18 pays ont travaillé avec les ministres responsables des questions d'assainissement et d'eau pour examiner les progrès actuels, déterminer les crédits à leur allouer dans les budgets nationaux et identifier les carences dans les investissements, » a expliqué Clarissa Brocklehurst, chargée des questions eau, assainissement et hygiène (WASH) à l'UNICEF. « Ce processus a mobilisé des responsables gouvernementaux au plus haut niveau et amélioré leur connaissance et leur compréhension des effets économiques des investissements dans ce secteur et de leurs énormes avantages potentiels pour la santé publique, l'égalité des sexes, la réduction de la pauvreté et la croissance économique, » a-t-elle ajouté.

Les participants à la Réunion de haut niveau ont lancé un appel global à plus de synergies et d'engagement, à la poursuite du dialogue, à un meilleur usage des ressources, au renforcement des capacités, au développement des ressources humaines, à une planification plus poussée dans le secteur eau et assainissement, à des partenariats public-privé, à la mise au point d'approches intégrées et à une prise de décision fondée sur une base factuelle.

Conçu comme un cadre d'action, le partenariat Assainissement et eau pour tous sera un moyen de coordonner les efforts faits au niveau mondial et de les relier au dialogue mené et aux actions entreprises dans les différents pays. Les engagements pris au cours de cette première réunion

annuelle ont été documentés et le rapport GLAAS sera un des mécanismes que les partenaires utiliseront pour assurer le suivi de ces engagements et des progrès accomplis au fil du temps.

« Cette manifestation témoigne du sérieux de notre intention de définir une nouvelle orientation pour le secteur. Assainissement et eau sont une pierre angulaire du développement et un élément crucial pour assurer la survie et le développement des enfants. Ce secteur doit faire l'objet d'une plus grande attention, de plus importants investissements et d'un meilleur ciblage de ces investissements, » a noté le Directeur général adjoint de l'UNICEF, Saad Houry.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

http://www.unwater.org/activities_san4all.html

Assainissement et eau pour tous

Assainissement et eau pour tous est un partenariat mondial qui vise à mettre en place un accès universel et viable à l'assainissement et à l'eau potable en plaçant fermement ces questions à l'ordre du jour du développement mondial et en se concentrant dans l'immédiat sur la réalisation des OMD dans les pays qui ont pris le plus de retard sur ces objectifs.

Pour en savoir plus, veuillez consulter les sites suivants :

http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas

<http://www.unicef.org/>

http://www.unwater.org/activities_san4all.html

Pour de plus amples informations, vous pouvez contacter :

- UNICEF: Mme Saira S Khan, UNICEF Media, New York, Tél.: 1 212 326 7224,
Email: sskhan@unicef.org